

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE : DES INCERTITUDES DANS UN CLIMAT QUI SE VEUT " DE CONFIANCE "

HPI 9.10.20

Comme nombre d'événements "dématérialisés" en raison de la crise sanitaire, les «Rendez-vous de l'économie 2020» organisés par la CCIT04, la Banque de France et l'UDE, avec le concours de la Direction des finances publiques et de l'AD04 se sont déroulés en visioconférence. L'occasion d'évoquer « un choc sans précédent », et des conséquences économiques dont nul ne peut encore assurer qu'elles soient derrière nous. « La très nette reprise enregistrée après le mois de mai reste à ce jour mesurée », comme l'a confirmé Philippe Kiehl, directeur de la banque de France. « Nous sommes au milieu du gué, la reprise n'est que partielle et ne retrouvera certainement pas sa normalité avant début 2022 ».

Les chiffres qui s'appuient sur l'analyse de la situation de 690 entreprises parlent d'eux-mêmes. Au premier semestre 2020, on enregistrait un recul inédit des chiffres d'affaires des entreprises, de - 12%. Tous les secteurs d'activité sont impactés, notamment les services avec une baisse de-25%. L'ensemble du secteur industriel départemental a subi un important recul d'activité, au 2^e trimestre 2020 (- 29 %)

Enfin, on note un repli de l'emploi de 4%, avec près de 2000 emplois "courts", CDD et intérimaires, détruits. Dans le bâtiment de nombreux chantiers sont à l'arrêt avec un recul d'activité de 9%, tout comme pour les commerces (-8%). Les secteurs les plus impactés restent ceux de la vente-réparation de véhicules, et les équipements de la personne. Mais le secteur qui a le plus souffert de la crise et du confinement reste celui de l'hôtellerie restauration, avec une baisse spectaculaire de - 53% de son activité !

Le rebond ?

Face à ce choc économique, au deuxième trimestre les entreprises ont massivement sollicité les aides proposées par l'État : les aides budgétaires, (notamment du PGE pour 120 MEuros pour 1700 TPE avec un endettement de + 22 %), l'étalement long des charges, le financement du chômage partiel. A cela s'ajoute le crédit de TVA : en cumul du 1^{er} janvier au 31 août 2020, 4407 remboursements de crédits de TVA ont été ordonnancés pour un montant global de 41,97 millions d'Euros (contre 36,82 millions en 2019).



Un phénomène qui paradoxalement a mené à un recul de 54 % des défaillances des entreprises sur 1 an, mais... « une régularisation devrait survenir ». D'ailleurs, au 3^e trimestre, si les entreprises bas alpines sont plus que 80 % à indiquer avoir retrouvé un niveau d'activité identique ou supérieur à la normale, elles sont majoritairement préoccupées par des difficultés liées à la baisse de la demande, ainsi qu'à des problématiques de trésorerie ou d'approvisionnement. Pourtant, 90% d'entre elles n'anticipent pas d'ajustement de leur effectif salarié d'ici à la fin de l'année. Mais qu'en sera-t-il dans les prochains mois alors que l'épidémie de coronavirus a définitivement

repris en France ?

« La situation est supportable pour l'instant, mais il demeure beaucoup d'incertitudes », alors qu'un Français sur trois a subi une perte de revenus depuis le confinement, même si les dispositifs d'activité partielle et d'arrêts de travail pour garde d'enfants ont servi d'amortisseurs. Et que plus de 900 000 chômeurs supplémentaires sont attendus par l'Unedic d'ici la fin de l'année.

BA

Le tourisme très impacté

Après une bonne fréquentation touristique lors du 1^{er} trimestre, la courbe de fréquentation s'effondre à l'annonce du confinement. A compter de juin la fréquentation repart doucement jusqu'à enregistrer près de 4.5 millions de nuitées touristiques en juillet-août, avec une progression de + 13% de la clientèle Française qui compense la chute de fréquentation étrangère en baisse de - 44%.

Quel que soit le secteur d'activité (hébergement, prestataire d'activité, commerce, restaurant), la majorité des professionnels s'accorde à dire que la fréquentation a été bonne en juillet et août.

Gestion de crise ?

L'OCDE a souligné la gestion de la crise sanitaire en France notamment en terme de récession économique, plaçant le pays au niveau du Mexique. La baisse PIB devrait être plus importante en 2020 que la moyenne de la zone euro, 2 fois plus forte qu'en Allemagne, 3 fois plus qu'aux USA. La récession sera de 9.5% en 2020 en France contre 5.4 en Allemagne et 3.8 aux États-Unis. Sans compter l'envolée de la dette à 114 % du PIB.